

Département des Pyrénées-Orientales

COMMUNE DE PORT-VENDRES

DÉCISION n°39/2024

Objet : Passation d'un contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle avec l'Association La Cahute Production

Le Maire de la Commune de Port-Vendres,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 25 mai 2020 consentant au Maire des délégations par application des dispositions de l'Article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT les animations prévues sur la Commune à l'occasion de la manifestation « Escale à Port-Vendres »,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de passer un contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle avec le prestataire,

DÉCIDE

Article 1^{er} : De passer un contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle avec l'Association La Cahute Production, dont le siège social est à Lille (59000), 16 rue Edmond Bailleux.

Article 2 : Les modalités dudit contrat sont les suivantes :

- **Objet** : Concert « La Bricole »
- **Date** : Vendredi 12 avril 2024
- **Lieu de la représentation** : Caserne du Fer à Cheval
- **Heure** : à partir de 20h00
- **Montant** : 1.300,00 € TTC

Article 3 : Dit que la dépense est prévue au budget 2024, au chapitre 011, article 6232, fonction 023.


Article 4 : Madame la Directrice Générale des Services et Monsieur le Comptable Public d'Argelès-sur-Mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Port-Vendres, le 29 février 2024

Le Maire,
Grégory MARTY

Acte rendu exécutoire
Après télétransmission en Sous-Préfecture le : 07/03/24
Et publication ou notification du : 08/03/24
Affichée du : 08/03/24 au : 08/05/24
Publié sur le site le : 08/03/24

Accusé de réception en préfecture
066-216601484-20240229-DEC39-2024-AU
Date de télétransmission : 07/03/2024
Date de réception préfecture : 07/03/2024


Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'État